



BREVES PARLEMENTAIRES

LES CHANGEMENTS LIÉS AU REMANIEMENT GOUVERNEMENTAL

Le groupe REM à l'Assemblée nationale

Elu Président du groupe En Marche à l'Assemblée Nationale, **Gilles Le GENDRE s'est doté mardi 9 octobre d'une nouvelle direction**. Les quatre nouveaux vice-présidents sont : **Amélie de MONTCHALIN** (FIN Essonne), **Nicolas DEMOULIN** (ECO Hérault), **Fiona LAZAAR** (ECO Val-d'Oise), **Bruno QUESTEL** (LOIS Eure) et **Véronique RIOTTON** (DD Haute-Savoie).

D'autre part, faisant suite au remaniement, **Bénédicte PEYROL** (FIN Allier) et **Anne BRUGNERA** (AC Rhône) sont respectivement devenues les **Whips** de leur commission.

Les groupes MoDem et UAI après le remaniement

- **Le groupe MDM** : Les 45 députés MoDem se sont choisis un **nouveau président, Patrick MIGNOLA** (MDM Savoie). Actuellement Vice-président du Mouvement Démocrate, il avait été membre de plusieurs cabinets ministériels : François LEOTARD (1993-1995), François BAYROU (1995-2001) puis Michel MERCIER (2001-2005).

- **Le groupe UDI, Agir et indépendants** : **Olivier BECHT** (DEF Haut-Rhin), a été élu **président délégué du groupe UAI** à l'Assemblée nationale aux côtés de **Jean-Christophe LAGARDE** (DEF Seine-Saint-Denis) qui en devient le président.

Un nouveau groupe Libertés et territoires

Alors que la constitution d'un nouveau groupe radical était annoncée depuis longtemps autour de **Bertrand PANCHER** (DD Meuse), la création d'un **groupe « Libertés et Territoires »** a été annoncée le 17/10/18. Ce groupe est présidé par **Philippe VIGIER** (FIN Eure-et-Loir). Hormis des **membres du groupe UAI**, ce groupe comprend les **députés NI radicaux de gauche, des anciens députés écologistes devenus REM, des députés démissionnaires du groupe REM et des députés NI corses**. Ainsi, ce groupe est également composé de **Jean-Félix ACQUAVIVA** (DD Haute-Corse), **Sylvain BRIAL** (DEF Wallis-et-Futuna), **Michel CASTELLANI** (FIN Haute-Corse), **Jean-Michel CLEMENT** (ETR Vienne), **Paul-André COLOMBANI** (DD Corse-du-Sud), **Charles de COURSON** (FIN Marne), **Jeanine DUBIE** (AS Hautes-Pyrénées), **M'jid EL GUERRAB** (FIN FhF), **Olivier FALORNI** (DD Charente-Maritime), **Yannick FAVENNEC BECOT** (DEF Mayenne), **François-Michel LAMBERT** (DD Bouches-du-Rhône), **Paul MOLAC** (LOIS Morbihan), **Sylvia PINEL** (FIN Tam-et-Garonne) et **François PUPPONI** (FIN Val-d'Oise).

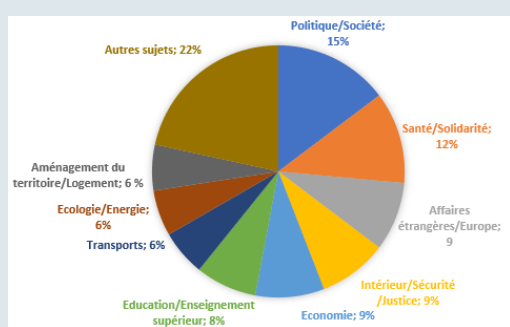
A NOTER/ LES MINISTRES EN COMMISSION

Poursuivant ce qui avait été initié sous le mandat précédent, **l'examen de la plupart des textes au Parlement est marqué par la présence constante des ministres concernés en Commission**. Ainsi, lors des débats autour du PJ PACTE, Bruno LE MAIRE, ministre de l'Economie et des Finances a participé à toutes les réunions d'examen en commission spéciale. Ce fut le cas pour Stéphane TRAVERT sur le PJ EGalim ou Jacques MEZARD en alternance avec Julien DENORMANDIE sur le PJ ELAN.

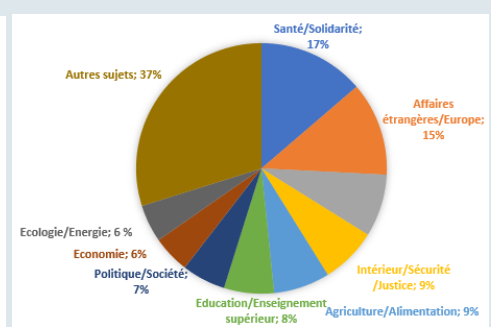
ANALYSE DES QUESTIONS AU GOUVERNEMENT DU 1^{ER} SEMESTRE 2018

SEANCE PUBLIQUE a réalisé une analyse des questions au Gouvernement du 1^{er} semestre 2018. A l'Assemblée nationale, les questions ont majoritairement porté sur les enjeux Société (15%), Santé/Solidarité (12%) et Affaires étrangères/Europe (9%) tandis que les sénateurs ont interrogé le Gouvernement sur les sujets Santé/Solidarité (17%), Affaires étrangères/Europe (15%) et Intérieur/Sécurité/Justice (9%).

Assemblée nationale



Sénat



En mode collaboratif ... à l'Assemblée nationale !

Un collectif de 130 parlementaires pour accélérer la transition écologique

Près de 130 parlementaires, de tous bords politiques, ont décidé de se constituer en collectif pour accélérer la transition écologique et solidaire. Cette initiative fait suite à la publication du rapport du GIEC.

Cédric VILLANI (REM Essonne) explique vouloir « *traiter ce sujet éminemment politique sans chercher à désigner de coupables mais en retroussant nos manches et en se demandant concrètement, sur chaque projet de loi qui arrive, chaque mouvement qui est en cours, quelles sont les mesures que l'on peut porter de la façon la plus efficace possible* ».

Les parlementaires se sont fixés plusieurs objectifs : s'assurer, dans le cadre des discussions en cours autour du PLF 2019, du financement du « plan hydrogène » (100 millions d'euros) ; favoriser la création de nouveaux mécanismes de mobilité pour favoriser les alternatives à la voiture et aux véhicules poids-lourds ; renforcer les dispositifs de rénovation énergétique des bâtiments ; et lutter contre le gaspillage alimentaire.

Le 26 novembre prochain, le collectif organise un colloque consacré au financement de la transition écologique.

Parmi 130 parlementaires : Mathieu ORPHELIN (REM Maine-et-Loire), Cédric VILLANI (REM Essonne), Bérengère ABBA (REM Haute-Marne), Eric DIARD (LR Bouches-du-Rhône), Sophie AUCONIE (UAI Indre-et-Loire), Guillaume GAROT (SOC Mayenne) ou Jean-Paul DUFRENE (GDR Allier)



FOCUS

Le vote du budget

Le vote du budget permet de déterminer si un parlementaire se trouve au sein de la majorité ou de l'opposition.

Résultats du vote du volet recettes

Le 23 octobre dernier, a eu lieu le vote du volet recettes du PLF 2019. Les résultats sont :

- **346 votes « Pour » et 181 votes « Contre ».**
- **Pour rappel** : 356 votes « Pour » et 171 votes « Contre » pour le PLF 2018.

Les évolutions au centre

- A l'occasion de ce vote, il a été constaté :
- Max MATHIASIN (MDM Guadeloupe ECO) a voté contre ;
 - En 2018, pour le groupe UAI, 3 députés ont voté « Pour » (Pierre-Yves BOURNAZEL, Vincent LEDOUX, Jean-Luc WARSMANN), 8 « Contre » et 15 se sont abstenus (3 sont partis au groupe Libertés et Territoires) – en 2017, le groupe UDI/Agir avaient voté 11 « Pour » et 23 s'étaient abstenus ;
 - Jean-Christophe LAGARDE, qui s'était abstenu en 2017, a voté « Contre » cette année ;
 - 3 députés Agir sont passés du vote positif à l'abstention (Olivier BECHT, Agnès FIRMIN LE BODO, Laure de LA RAUDIERE, suppléante d'Edouard PHILIPPE)
 - Au sein du nouveau Groupe Libertés et Territoires, 2 députés (Sylvain BRIAL et Paul MOLAC) ont voté « Pour » et les 11 autres se sont abstenus.



Agenda

Le Groupe Territoire organisé par SEANCE PUBLIQUE reçoit Vincent LE ROUX le vendredi 16 novembre 2018 à partir de 8h30



Directeur de cabinet du Président du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE).

La réforme constitutionnelle engagée par le Gouvernement prévoit une évolution du Conseil économique, social et environnemental pour en faire un véritable « **Forum de la République** », représentant la société civile. Le 23 octobre, Patrick BERNASCONI, président du CESE, a annoncé le **lancement de plusieurs expérimentations** :

- Le renforcement du **recours à l'expertise**, y compris l'expertise de controverse ;
- La mise en place du **tirage au sort** de citoyens pour participer aux travaux du Conseil ;
- La **saisine automatique du CESE** pour les projets de loi à caractère économique, social ou environnemental ;
- La mise en place de **partenariats techniques** ou institutionnels, afin de promouvoir la collaboration entre les institutions.

POINT D'ETAPE SUR LA REFORME DE LA CONSTITUTION

Le projet de loi se décline en **trois projets de lois distincts** (constitutionnelle, organique et ordinaire) et prévoit notamment une réduction du nombre de parlementaires, l'introduction d'une dose de proportionnelle pour les élections législatives, une réforme du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Les députés ont débuté l'examen du texte le 10 juillet 2018 et il était prévu que le projet de loi soit examiné jusqu'au 20 juillet, avec un vote solennel le 24 juillet. Les deux autres textes (ordinaire et organique) auraient été examinés à la rentrée – mais l'examen a été reporté en raison de l'affaire BENALLA.

En première lecture, **plusieurs points ont été ajoutés** :

- **Adoption de l'insertion de la protection de l'environnement** à l'article 1^{er} ;
- Adoption des amendements qui suppriment l'obligation pour le Président de quitter l'hémicycle après un discours devant le Congrès ;
- **Suppression du mot « race »** de l'article de la 1^{ère} Constitution ;
- Suppression de l'article 3 relatif à l'irrecevabilité de certains amendements ;
- **Renforcement des pouvoirs des commissions d'enquête parlementaires** ;
- **Suppression du caractère obligatoire de la saisine du CESE** qui est renommé « Forum de la République ».

Le Président de la République a annoncé le 4 octobre 2018 dernier que le suivi du texte aurait lieu **« début janvier »**.

DANS LES PARTIS

Elections dans les fédérations au sein des Républicains

Les adhérents des Républicains ont été appelés à **renouveler les cadres locaux des 104 fédérations départementales du parti début octobre 2018**. Sur l'ensemble de ces fédérations départementales, **seuls 46 présidents sortants ont été reconduits** :

- Des **jeunes membres du parti**, parlementaires ou candidats aux prochaines municipales, **ont été élus ou réélus** à la tête de plusieurs fédérations ;
- Les **personnalités principales du parti qui se sont portées candidates ont été élus**, à l'instar de Laurent WAUQUIEZ et Bruno RETAILLEAU.

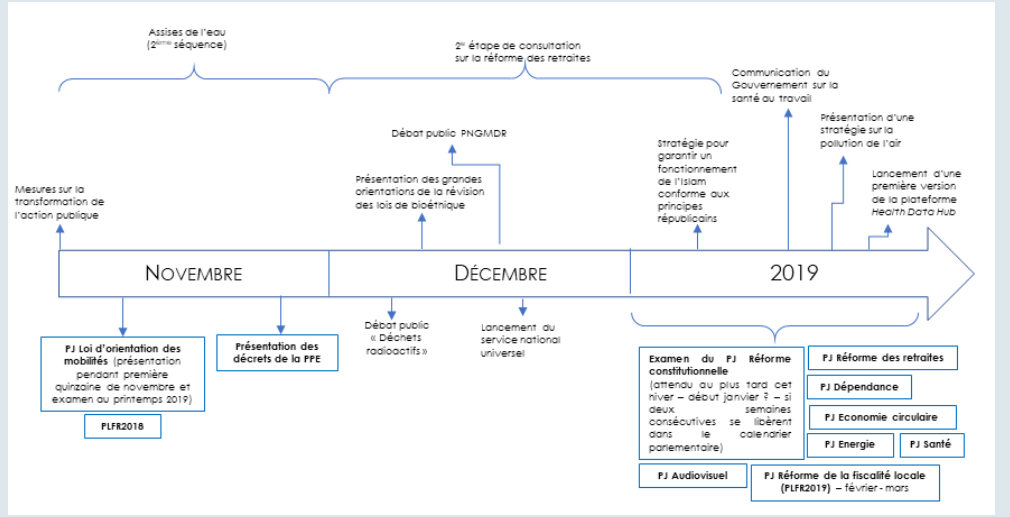
Election d'un nouveau délégué général pour le parti En Marche !

Avec le départ de Christophe CASTANER du poste de délégué général du parti En Marche ! pour la fonction de Ministre de l'Intérieur, ainsi que celui de Gabriel ATTAL, ancien porte-parole du parti nommé Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, une **nouvelle campagne interne s'est ouverte pour renouveler la gouvernance du parti de la majorité**. Pour se présenter, chaque candidat devra réunir 60 parrainages au sein des membres du Conseil, dont 30 députés, 3 sénateurs, 10 référents territoriaux et 5 élus non parlementaires. L'appel à candidatures sera clos le 14 novembre. Un bureau exécutif se réunira ensuite autour du 15 novembre pour vérifier la conformité de ces candidatures. En attendant l'**élection du nouveau délégué général le 1^{er} décembre**, Philippe GRANGEON a été désigné à l'unanimité pour assurer l'intérim.

Pierre PERSON (FIN Paris) et **Stanislas GUERINI** (FIN Paris) semblent être les deux candidats en lice.

Le député de Paris **Stanislas GUERINI**, âgé de 36 ans est issu du milieu de l'entreprise, étant le co-fondateur de l'entreprise Watt & Home, société de vente et d'installation de panneaux solaires, ainsi que le directeur de l'expérience client de l'entreprise Elis. D'autre part, il faisait partie de l'équipe de campagne de Dominique STRAUSS-KAHN, avec Ismaël EMELIEN, conseiller spécial du Président de la République, Cédric O, Conseiller participations publiques et économie numérique à l'Elysée, et Benjamin GRIVEAUX, porte-parole du Gouvernement, lors de la campagne pour la primaire PS de 2006. C'est avec cette même équipe qu'il a accompagné Emmanuel MACRON comme co-fondateur du parti En Marche ! au printemps 2016.

Pierre PERSON, également député de Paris, est actif au sein du parti étant en charge des élections à La République en Marche. Ce lorrain d'origine, âgé de 29 ans, a été juriste, puis, consultant dans le secteur public avant de se présenter aux élections législatives. Membre de la « bande de Poitiers » (en référence à la ville où certains proches du Président de la République ont fait leurs études et leurs premières armes politiques à l'UNEF et au Parti socialiste) et proche de Stéphane SEJOURNE, conseiller politique à l'Elysée, il a présidé le mouvement des Jeunes avec MACRON pendant la campagne présidentielle.



VALEUR MONTANTE

Emmanuelle WARGON

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique



Emmanuelle WARGON a été la **directrice générale des affaires publiques de Danone**, également chargée de la responsabilité environnementale et de la communication. Elle devrait reprendre les dossiers portés par Sébastien LECORNU, en lien forts avec les enjeux des territoires.

VALEUR MONTANTE

Patrick MIGNOLA (MDM AS Savoie)



Faisant suite à la nomination de Marc FESNEAU au sein du Gouvernement, **Patrick MIGNOLA** a été désigné **Président du groupe MoDem, second groupe de la majorité à l'Assemblée nationale**.

VALEUR MONTANTE

Benoît SIMIAN (REM DD Gironde)



Benoît SIMIAN est à l'initiative du « **cercle girardin** », groupe d'une vingtaine de députés de la majorité se réunissant depuis la rentrée. Ils ont pour objectif de **renforcer le lien entre la majorité et les territoires, améliorer le dialogue avec les élus locaux et faire entendre leur voix dans les débats parlementaires**.

VALEUR MONTANTE

Bénédicte PEYROL (REM FIN Allier)



Bénédicte PEYROL vient d'être nommée comme nouvelle **whip** du groupe LREM à la commission des Finances. **Spécialiste de la fiscalité énergétique**, elle estime que les mesures gouvernementales (prime à la casse et crédit d'impôt pour les chaudières à fioul) suffisent comme réponse à la hausse de la facture énergétique.

PERSONNALITE A SUIVRE

Fabienne KELLER (LR VP FIN Bas-Rhin)



Fabienne KELLER, vice-présidente d'Agir, vient de remettre un **rapport sur la fiscalité environnementale**, notamment sur le péage urbain. L'élu de Strasbourg est également **rapporteur d'un rapport d'information sur les infrastructures de transports** et interviendra également dans le cadre de l'examen du **PJ LOM**.

PERSONNALITE A SUIVRE

Elisabeth DOINEAU (UC VP COM AS Mayenne)



Elisabeth DOINEAU, désignée par Agnès BUZYN en novembre 2017 comme l'une des **trois délégués nationaux à l'accès aux soins**, a participé à la rédaction d'un **rapport**. Les propositions des trois délégués s'inscrivent dans la lignée de celles introduites lors de la présentation du plan « **Ma Santé 2022** » par le Président de la République le 18 septembre 2018.

PERSONNALITE A SUIVRE

Philippe LAURENT (Maire de Sceaux, SG AMF)



Philippe LAURENT est un **spécialiste des finances locales**. En prévision des débats du PLFR Fiscalité locale en 2019, il est intervenu à plusieurs reprises sur les conséquences de la suppression de la taxe d'habitation.

FOCUS

Une définition pour le Whip

Depuis les élections législatives de juin 2017, le **groupe REM a structuré au sein des différentes commissions de l'Assemblée nationale les députés de son groupe autour d'un « Whip »**, chargé, au sein d'une commission parlementaire, de veiller au respect des consignes de vote décidées par le groupe.

La **désignation de ce député est soumise à un appel à candidature en réponse à la diffusion d'une fiche de poste détaillée**. Ainsi, à la suite de la nomination de Gabriel ATTAL comme secrétaire d'Etat chargé de la Jeunesse et celle d'Amélie de MONTCHALIN (Essonne COM FIN) comme vice-présidente du groupe, un appel à candidatures a été adressé par Véronique RIOTON (Haute-Savoie COM DD), vice-présidente du chargée de la valorisation des talents et de l'organisation du groupe, afin de désigner les nouveaux Whips des COM AC et FIN.

Ces futurs Whips auront pour mission d'« **animer la commission LREM hebdomadaire** », de « **faire le lien permanent avec le groupe** » et de « **coordonner le travail de la commission** ». En outre, il est demandé pour ce poste entre autres un « **esprit collectif** », des « **qualités relationnelles et de communication** » et un « **leadership et capacité de résistance à la pression** ».

FOCUS

Baromètre des risques IRSN : quelques tendances

Le baromètre annuel de l'IRSN est un révélateur de la situation de la société française sur la perception des risques. L'édition 2018, réalisé sur un panel de 1005 personnes interrogées entre le 22 novembre et le 9 décembre 2017, fait apparaître que le **terrorisme (38 %)**, le **chômage (32 %)**, la **misère et l'exclusion (27 %)** ainsi que les **bouleversements climatiques (19 %)** sont les quatre sujets de préoccupation majeurs des Français. En matière environnementale, les préoccupations relatives au **changement climatique** progressent de 6 point en 2018 tandis que celles sur la **pollution de l'air** diminuent de 8 points.

Les Français semblent accorder toujours plus d'importance à l'**indépendance des experts et à la transparence sur leur travail (53 %)**, soit une hausse de 5 points). Néanmoins, même s'ils reconnaissent l'utilité des structures pluralistes réunissant les parties prenantes pour gérer les installations à risques, la proportion de ceux prêts à se mobiliser est en baisse de 11 points.

Enfin, on constate une dégradation, à la fois en termes de perception des risques, de confiance et de crédibilité pour trois situations : les **perturbateurs endocriniens**, les **produits alimentaires** et les **centrales nucléaires**.